

Le 12 avril :

TOUS DANS LA RUE CONTRE L'AUSTERITE

POUR LES REVENDICATIONS

Gèce, Italie, Espagne, Pays Bas, Irlande, Royaume Uni, Allemagne, Hongrie, Slovaquie, Islande, Estonie, Lettonie, République Tchèque, Autriche, Roumanie et la France.

16 pays et certainement d'autres, qui par dictature financière, pourraient venir grossir cette liste inimaginable de populations plongées dans des plans d'austérité et de rigueur budgétaire.

L'Europe, le Monde sont plongés dans la misère alors que ceux qui nous gouvernent, les donneurs d'ordres et leurs actionnaires n'ont jamais été aussi riches.

Les dividendes versés aux actionnaires, dans le monde, ont dépassé 718 milliards d'euros en 2013, avec une progression de 43 % entre 2009 et 2013.

La France, en 2013, a distribué 43 milliards d'euros, l'équivalent de 2 471 000 SMIC durant 1 an.

Aujourd'hui, l'ETAT Français impose, comme partout en Europe, la rigueur budgétaire et l'austérité, mises en place pour satisfaire les marchés financiers, maintenir ou augmenter les profits et servir le patronat.

Le gouvernement socialiste leur offre un cadeau supplémentaire de 30 milliards d'euros, utilisés hier pour la branche famille. Demain, les conséquences seront tant sur les droits que sur le pouvoir d'achat, la facture à payer étant transférée sur la population, les salariés.

Ce pacte de responsabilité est validé par les mêmes syndicats signataires de l'ANI (CFDT, CFTC et CFE/CGC).

C'est une nouvelle attaque contre notre Sécurité sociale synonyme de régression sociale.

Une phrase du porte-parole du MEDEF, Gattaz, parue dans le journal Le Monde, en dit très long sur leurs objectifs de destructions de notre Sécurité sociale :

« il y a deux postes qui pèsent de manière absurde, la famille et la maladie ».

Pour la branche famille, merci le PS, c'est fait et pour la maladie,

il dit attendre les solutions en rappelant ce que le président HOLLANDE a dit : « il y a trop d'abus de la protection sociale ».

Révoltant, NON ? Mais le constat appelle réactions, actions collectives pour imposer notre changement, celui que portent nos revendications.

Salaire, pensions et pouvoir d'achat sont dans la ligne de mire des plans de rigueurs.

Pourtant, la solution nous la connaissons tous et eux aussi :

La relance économique ne passera que par une véritable augmentation des salaires, des pensions et le plein emploi.



Même OBAMA vient de décider d'augmenter les salaires des agents de l'ETAT américain de 26 %.

Il est bon de rappeler qu'avec les 230 milliards d'euros de cadeaux annuels (CICE, exonérations fiscales et de cotisations sociales, CIR, etc.), il serait possible de financer plus de 6 388 000 emplois à 3 000 euros.

Les retraités, qui ont de plus en plus de mal à boucler les fins de mois, sont encore une fois agressés, par l'absence de revalorisation des complémentaires ARRCO et AGIRC en 2014. Cette mesure vient s'ajouter au report de revalorisation des retraites de base Sécurité sociale normalement effectuée tous les 1^{er} avril depuis 2009 et se fera au 1^{er} octobre 2014.

La réforme des retraites, validant la réforme de SARKOZY, prolonge la durée du travail de 2 années, un recul de l'âge de départ en retraite à 62 ans qui contribue à l'explosion du chômage des jeunes.

Le rouleau compresseur patronal met à mal notre niveau de vie, nos droits et libertés.

Le 12 avril un certain nombre d'organisations politiques à la gauche du parti au pouvoir, organise une marche citoyenne pour exprimer le rejet de l'austérité, du pacte de responsabilité.

Pour la FNIC CGT, cette initiative s'inscrit dans la continuité de l'action nationale du 18 mars, dans le prolongement incontournable de la satisfaction de nos revendications.

Seules des lois peuvent renforcer les droits des salariés pour que leurs exigences soient satisfaites.

Faire du samedi 12 avril une grande journée d'action pour les revendications, c'est urgent, indispensable pour faire entendre la voix des travailleurs, ouvrir la voie à une nouvelle politique au service du progrès social.

HALTE AU GACHIS AVEUGLE DES FONDOS PUBLICS DISTRIBUES AUX ENTREPRISES;

HALTE AU RACKET DES RICHESSES DU TRAVAIL SALARIE : AUGMENTONS LES SALAIRES, PAS LES ACTIONNAIRES!

Plus de démocratie, de droits dans l'entreprise, c'est urgent pour améliorer nos conditions de vie.

Investir dans la recherche, le développement des outils de production, l'emploi, la santé et la protection de l'environnement

des salariés et la population, c'est ce qui a fait du pays une force industrielle pour répondre aux besoins de la population. C'est ce que nous devons relancer par une autre utilisation des richesses.

Des droits de veto au CE, avec obligation de négocier les contrepropositions pour empêcher les suppressions d'emplois, la destruction de potentiels industriels, l'économie des localités ou se situe l'entreprise, c'est l'urgence. En cas de

désaccord, création d'une instance tripartite (mairie, syndicats, employeurs) avec droit décisionnel pour décider en cas de restructuration ou fermeture d'entreprise.

Instaurer une règle internationale d'échange protégeant la richesse du travail salarié par un bouclier anti-dumping social. Tous les peuples doivent disposer d'industries au service de leurs besoins, du progrès social, de la santé. Pour cela, il faut bloquer la rentabilité financière faite sur le dumping salarial.

Le 12 avril, tous dans la rue pour exprimer, avec force, nos opposition à l'austérité, à la régression sociale, et pour nos revendications.

